

Identità principale

Da: "Fondation pour le Droit Continental - Civil law initiative" <contact@fondation-droitcontinental.org>
A: <auge@auge.it>
Data invio: giovedì 21 gennaio 2010 14.05
Oggetto: Lettre d'information n°21, janvier 2010 / Newsletter #21, January, 2010



La Lettre de la Fondation pour le droit continental

Toute l'équipe de la Fondation pour le droit continental vous présente ses vœux pour 2010
[Cliquez ici pour visualiser la carte](#)

Lettre d'information N°21 / Janvier 2010 - www.fondation-droitcontinental.org
 Version française / For english version, see below

Editorial

par **Jean-Marc Baïssus**,
 Directeur général de la Fondation pour le droit continental

Une nouvelle année pour la Fondation pour le droit continental

L'année 2009 aura vu pour la Fondation l'enracinement dans l'agenda de rendez-vous internationaux dédiés au droit continental et la confirmation d'implantations sous des cieux parfois lointains. C'est ainsi que la deuxième convention des juristes de la Méditerranée s'est tenue au Caire en octobre, que les professions du droit ont monté en mai à Washington un premier colloque commun sur le thème de la régulation, et que la première édition de l'Université d'été du droit continental a rassemblé en juillet des étudiants de 22 pays différents. De même, c'est une équipe de deux et bientôt trois personnes qui travaille pour la Fondation à titre permanent en Chine, et une première représentante va être nommée en Russie. Quatre et bientôt six chaires de droit continental sont en place, qui permettent à des enseignants de diverses nationalités d'assurer un réseau international de promotion du droit continental.



Comme vous le verrez ci-dessous, toutes ces opérations sont reconduites et amplifiées en 2010, compte tenu de leur succès et de la pérennité d'action que souhaitent les partenaires de la Fondation. Mais l'année nouvelle sera également celle du lancement d'instruments nouveaux dans le cadre du programme "2ED" sur l'attractivité économique du droit continental, centrés autour de la notion de sécurité juridique. Elle verra aussi un renforcement de la collaboration européenne pour valoriser notre tradition juridique commune. En effet, l'Union Européenne nous appelle, spécialement dans le cadre du "programme de Stockholm".

De nombreuses pistes d'action sont également envisagées, comme celle d'un travail sur l'Etat de droit dans le cadre d'une réflexion engagée à l'occasion de l'émergence du nouvel index du "world justice project". Notre lettre d'information vous apportera au fur et à mesure un éclairage sur ces autres actions qui témoignent toutes de l'ampleur du champ à couvrir.

Toute l'équipe de la Fondation pour le droit continental vous remercie très sincèrement de l'intérêt que vous portez à nos activités et se réjouit de pouvoir continuer à échanger avec vous. Elle vous présente tous ses vœux les meilleurs de bonheur, de santé et de prospérité pour l'année nouvelle.

Le « World Justice Project » : émergence d'un nouvel index juridique global

Etat de droit et « rule of law »

Le monde de *common law* définit le plus souvent l'ordre constitutionnel démocratique sous le terme de « *rule of law* », notion généralement traduite en français par « Etat de droit ». En fait, ces deux notions sont si générales qu'elles revêtent des contenus qui ont varié dans le temps. Si l'Etat de droit, en Europe, correspond approximativement à l'ensemble des libertés publiques garanties par la Constitution, on s'aperçoit que cette approche diverge d'une vision formelle de la « *rule of law* » plus particulièrement marquée aux Etats-Unis. Cette conception est axée sur la garantie des droits face au pouvoir d'Etat, ce dernier étant considéré comme consubstantiellement dangereux pour la liberté individuelle. Le droit continental se reconnaît bien sûr dans les droits « formels » de 1789, mais il y ajoute. Il affirme ainsi également l'existence de droits et de libertés collectives, comme le droit à la protection sociale, l'éminence du domaine public, ou, plus récemment, des notions comme le patrimoine commun de l'humanité ou le droit à un développement durable. Par conséquent, une assimilation pure et simple entre « *rule of law* » et « Etat de droit » revient à ignorer ces nuances importantes.

Lancement du « World Rule of Law Index »

Lancé en 2007 à l'initiative de l'American Bar Association (ABA), le World Justice Project (WJP) se présente comme une « initiative multinationale et multidisciplinaire pour renforcer la « *rule of law* » au soutien du développement de communautés d'opportunité et d'équité à travers le monde entier ». Ce projet est désormais porté par une fondation de droit américain.

Un élément clef de ce projet est l'index mondial de la « *rule of law* », défini comme étant un instrument d'évaluation quantitative conçu pour offrir « une image exhaustive et détaillée de la façon dont les pays de par le monde respectent la « *rule of law* »¹. L'index s'articule autour de quatre principes, eux-mêmes déclinés respectivement en 16 facteurs et 68 sous-facteurs.

Les quatre principes sont :

- les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ainsi que leurs membres et représentants sont soumis au droit,
- les lois sont claires, publiques, stables et équitables, et protègent les droits fondamentaux, y compris la sécurité des personnes et de la propriété,
- le processus de rédaction, de mise en œuvre et d'exécution des lois est accessible, équitable et efficace,
- l'accès à la justice est assuré par des juristes compétents, indépendants et respectueux de l'éthique, ainsi que par des membres du pouvoir judiciaire en nombre suffisant, qui disposent de ressources adéquates, et reflètent la composition des communautés qu'ils servent.

Contrairement à d'autres indices qui ne s'attacheraient qu'à certains aspects de la « *rule of law* », comme les droits de l'homme, le droit économique ou la corruption, l'index du WJP est présenté comme le premier au monde à traiter de la question de manière globale, en se basant notamment sur une approche interprofessionnelle, sans exclusivité reconnue aux juristes.

Un objectif de nature politique

L'objectif de l'index « *rule of law* » du WJP est clairement de nature politique. En effet il vise à fournir des éléments d'information aux décideurs politiques et à tout autre utilisateur afin :

- d'évaluer le niveau d'observance de la « *rule of law* » par le pays considéré, en pratique et non en théorie,
 - d'identifier les forces et les faiblesses nationales par comparaison avec d'autres pays,
- de suivre l'évolution des tendances de la « *rule of law* » dans le temps.

La version actuelle de l'index comporte l'analyse de la situation de 35 pays, et il est prévu une montée en puissance avec 100 pays en décembre 2011. Il vise à devenir une référence incontournable et dès lors un moyen de pression politique, voire une source d'embarras international pour les pays mal classés.

Une méthodologie discutable

Le paradoxe majeur de cette entreprise présentée comme « mondiale » est qu'elle est conçue pour mesurer la plus ou moins grande déviation par rapport à un standard annoncé comme la référence à atteindre. La démarche est exactement celle des rapports « *Doing Business* » de la Banque Mondiale. Elle en présente les mêmes défauts et biais culturels, dès lors qu'elle ne prend pas en compte des différentes conceptions de l'Etat de droit. Par exemple, l'approche retenue semble difficile à concilier avec un certain nombre de principes énoncés dans la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981, qui est connue, outre son titre même, pour l'accent mis sur les valeurs familiales et collectives que l'individu se doit de respecter (article 27 de la Charte, notamment).

La méthodologie de l'index « *rule of law* » est basée tout d'abord sur un sondage « grand public » confié à un

institut de sondage sur la base de 1.000 répondants représentatifs des « communautés » du pays considéré, complété par une série de questionnaires sur le droit civil et commercial, le droit pénal, le droit du travail et la santé publique adressés par l'équipe WJP à des praticiens et universitaires « experts » nationaux. Les résultats sont ensuite vérifiés à la lumière d'autres sources disponibles.

Sur la base des éléments recueillis à ce stade, on constate que le comité d'experts qui a travaillé à la conception initiale de l'index est quasi exclusivement composé de juristes de common law, au détriment de représentants de juristes de droit continental, qui est pourtant la famille juridique de loin la plus répandue de par le monde. Plus spécifiquement, les auteurs de l'index n'insistent pas sur le fait que les sondages ne constituent guère qu'un indice de perception par le grand public d'une notion - « rule of law » ou Etat de droit – dont la technicité semble peu compatible avec le recours délibéré à l'opinion subjective de non- juristes. Au prétexte d'éviter les corporatismes professionnels ou le recours à des statistiques officielles sujettes à caution, la méthode conduit encore à écarter les institutions représentatives des professions du droit ou les organes d'Etat. La Fondation pour le droit continental a pu vérifier par exemple pour la France qu'aucune structure professionnelle de juristes et aucun ministère n'ont été consultés. De même, les « experts » sollicités le sont à l'initiative des auteurs du projet, sans aucun contrôle de leur représentativité. Qui plus est, le principal questionnaire adressé aux « experts » révèle de multiples biais conceptuels, par exemple en matière de droit public, ainsi que des erreurs majeures de traduction. Quant aux données extérieures qui servent à vérifier les résultats ainsi obtenus, on sait qu'elles incluent notamment les rapports « Doing Business » qui font l'objet de multiples critiques pour leur biais avéré en faveur d'une approche très libérale de l'économie de marché.

Les promoteurs de l'index « rule of law » du WJP annoncent certes la publication de l'intégralité des données recueillies, mais il restera à vérifier la possibilité d'une évaluation scientifique de la collecte et du traitement des données. On voudra par exemple connaître les méthodes de sélection des facteurs composant l'index, comme les techniques de pondération utilisées.

Des résultats critiquables

L'index « rule of law » se base actuellement sur l'analyse de la situation dans 35 pays de différents niveaux de développement économique.

Un examen rapide des résultats pour la France révèle d'entrée de jeu des conclusions éminemment critiquables. C'est ainsi que le critère de l'assistance des prévenus ou accusés étrangers par un interprète lors d'une comparution en justice est mystérieusement évalué à 0,38 sur une échelle de 0 à 1, quand la moyenne des pays développés comparable est fixée à 0,70, et tandis que le Nigéria, l'Albanie ou la Bulgarie sont notés entre 0,80 et 0,98 pour ce seul critère. La France est classée 26ème sur 35 pays pour l'accessibilité à la justice, loin derrière des pays comme la République Dominicaine, la Jordanie ou la Thaïlande. Dans un facteur mélangeant la compétence et le nombre des juges, la France est moins bien lotie que la Bulgarie ou la Turquie. Globalement, la France est au 8ème rang sur 11 pays à haut revenu.

Certes, on ne retrouve pas le biais de « Doing Business » qui favorise systématiquement les pays de common law, et les Etats-Unis en particulier sont légèrement moins bien notés que la France. Mais on relève par exemple que, selon l'index « rule of law », le nombre et la compétence des avocats américains seraient insuffisants, malgré le fait qu'on compte plus d'un million d'avocats aux Etats-Unis. Des chiffres facilement vérifiables comme le nombre de personnes détenues ou le nombre de condamnations à mort ne figurent pas cet index sur l'Etat de droit. Parmi les meilleures notations on retrouve côte à côte l'Europe du Nord et Singapour. Mais même la Suède se voit taxée d'une note nettement inférieure à la moyenne des pays développés lorsqu'il s'agit du caractère arbitraire ou « sélectif » de l'application du droit, derrière le Ghana, la Thaïlande ou le Nigéria.

Conclusion : opportunité d'un index de l'Etat de droit

Même si, sur le fond, il faut saluer une initiative de promotion des libertés publiques, force est de constater qu'elle prend parti pour une vision formelle de la « rule of law ». Il est illusoire à ce stade avancé d'espérer infléchir un travail lancé depuis plus de deux ans. Il est donc opportun de travailler ensemble à un autre index reflétant plus exactement la conception continentale de l'Etat de droit.

États généraux des services internationaux du monde juridique et judiciaire

Le 19 janvier, la Fondation a réuni les **États généraux des services internationaux du monde juridique et judiciaire**.

A l'ordre du jour, le bilan de l'utilisation du calendrier international du droit (INCA) a été fait après un an d'utilisation. Cet agenda relève d'une démarche collective, et a pour objectifs de susciter des regroupements, de donner des occasions de synergies interprofessionnelles.

Le fonctionnement de ce calendrier est simple, convivial, et chacun peut proposer les événements qui ont trait au droit et dont il a connaissance (colloques, séminaires, réunions, formations ...).

La période de rodage et de stabilisation de l'outil est passée, et la Fondation demande à tous les acteurs du droit de participer activement à la mise à jour de ce calendrier international et contribuer à son efficacité.



La Fondation est à votre entière disposition pour vous aider, vous conseiller dans l'utilisation d'INCA (01 70 22 41 41).

Un panel des actions développées par la Fondation et les Acteurs du droit à l'international a été présenté, les échanges nombreux et riches ont permis de repérer des points de rapprochements et d'optimisation de mise en œuvre de projets avec des entités plus éloignées de la Fondation et complémentaires.

3ème Convention des Juristes de la Méditerranée - Rome 7-8-9 juin 2010 à Rome

Après le vif succès des 2 premières Conventions, Nice en juin 2008, Le Caire 2009, la 3ème Convention se met en place.

Cette démarche interprofessionnelle répond à une réalité historique, géographique et permet de construire des Réseaux transversaux entre pays, entre professionnels et d'inscrire le droit continental comme modèle juridique.

Le thème retenu en 2010 est la sécurité juridique, sécurité des investissements et des paiements à travers les PME, qui sont des vecteurs forts du développement économique.

► [Consulter le pré-programme](#)



Université d'été de droit continental 5 juillet – 24 juillet 2010 en Sorbonne

La 1ère session de Université d'été du droit continental s'est tenue en Sorbonne en 2009 avec 63 étudiants de 22 pays différents.

L'ambition de la Fondation pour 2010 est de créer 2 filières, l'une francophone, l'autre anglophone afin d'amener d'autres pays non francophones ou de Common Law à connaître le droit continental.

Cette Université d'été est le rendez-vous annuel de l'ensemble des spécialistes du droit continental et droit comparé au plan international.

Première semaine :

- Principes du droit comparé,
- Caractéristiques des droits romanistes,
- Convergences des droits asiatique et continental,

Deuxième semaine :

- Droit international et européen des contrats,
- Bioéthique,

Troisième semaine :

- Droits fondamentaux, droits des personnes et de la famille, Québec.
- Règlement international des litiges.

[Pour plus d'information](#)



Fondation pour le droit continental
 2/2 bis, Villa Thoréton
 75015 Paris
 France
 Tel : 00 33 1 70 22 41 41
sg@fondation-droitcontinental.org
www.fondation-droitcontinental.org



Fondation pour le droit continental
CIVIL LAW INITIATIVE

Fondation pour le droit continental

Newsletter

Newsletter # 21 / January 2010 – www.fondation-droitcontinental.org

Editorial

by **Jean-Marc Baïssus**, CEO, Fondation pour le droit continental

A New Year for the Foundation for continental law

2009 is the year during which the Foundation carved into its agenda a number of international events dedicated to continental law, and established itself abroad under sometimes faraway skies. Thus the second convention of Mediterranean jurists took place in Cairo, Egypt, in October, whilst the legal professions organized in May in Washington D.C. a first edition of a common forum on the topic of regulation; the first edition of the continental law summer school brought together in July students from 22 different countries. In the same vein, we now have a team of three persons working on a permanent basis for the Foundation in China, whilst our first representative is about to be appointed in Russia. Four and soon six university chairs for continental law are set up which enable trainers from a variety of nationalities to build an international network dedicated to the promotion of continental law.

As you will see lower, all these operations are renewed and enhanced in 2010, because of their success and of our partners' wish to see them endure. But this coming year will also see the launching of new instruments within the framework of our "2ED" programme dedicated to the economic efficiency of law, most notably around the concept of legal reliability. It will also be the occasion to reinforce European collaboration in order to extol our common legal tradition. Indeed, the European Union beckons, specially as it implements its "Stockholm programme".

Many further actions are also being considered, such as work on the notion of "Etat de droit" or "Rechtstaat" in the wake of the emergence of the recent rule of law index presented by the "world justice project". Our newsletter will bring you running information on all these other actions which outline the wide scope of the field that has to be covered.

All our team at the Foundation for continental law expresses its heartfelt thanks for your interest in our activities, and looks forward to be able to exchange further with you. Please accept our very best wishes of happiness, health and prosperity upon the occasion of the New Year.



The "World Justice Project": emergence of a new global legal index

"Etat de droit" and "rule of law"

The world of *common law* most often defines democratic constitutional order under the term « rule of law », a notion generally translated into French as “Etat de Droit”. In fact, both these notions are so general that they have contents that have varied over time. If the rule of law in Europe corresponds approximately to all civic liberties guaranteed by the Constitution, one can see that this approach diverges from a formal vision of the rule of law more particularly distinguished in the United States. This concept is based upon the guarantee of rights against the power of the State, which is considered as consubstantially dangerous for individual freedom. Continental law is of course recognised as falling under the “formal” rights of 1789, but it adds to it. It thus also affirms the existence of collective rights and freedoms such as the right to social protection, the eminence of the public domain, or, more recently, notions such as humanity’s common heritage or the right to sustainable development. Consequently a pure and simple assimilation between rule of law and “Etat de droit” ignores these important nuances.

Launching of the “World Rule of Law Index”

Launched in 2007 at the initiative of the American Bar Association (ABA), the World Justice Project (WJP) presents itself as a “multinational and multi-disciplinary initiative to reinforce the rule of law in support of the development of communities of opportunity and equality throughout the entire world”. Therefore, this index is based on United States Law.

A key element in this project is the world index of the rule of law, defined as being an instrument of quantitative evaluation designed to offer “An exhaustive and detailed view of the manner in which countries respect the rule of law 1. The index is constructed around four principles, in turn subdivided into 16 factors and 68 sub-factors.

The four principles are:

- the executive, legislative, and judicial powers inasmuch as their members and representatives are subject to the law
- the laws are clear, public, stable, and equitable, and protect fundamental rights, including the security of persons and property
- the wording, implementation, and execution of laws are accessible, equitable, and efficient
- access to justice is ensured by competent, independent jurists, respectful of ethics, as well as by a sufficient number of members of the judiciary power who have sufficient resources and reflect the composition of the community they serve.

Contrary to other indices that relate only to certain aspects of the rule of law, such as human rights, economic rights or corruption, the WJP index is presented as the first in the world to deal with the issue in a global manner, based primarily upon an inter-professional approach without any exclusivity granted to the jurists.

An objective of a political nature

The objective of the Rule of Law Index of the WJP is clearly political in nature. In effect, it aims to provide the elements of information for political decision makers and any other user in order to:

- evaluate the level of compliance with the rule of law by countries considered, in practice and not in theory
- identify the national strengths and weaknesses by comparing them with other countries
- follow the evolution of trends in the rule of law over time.

The present version of the index comprises the analysis of the situation in 35 countries, and it is anticipated to be strengthened to 100 countries by December 2011. It aims to become an undisputed reference and thus a means of political pressure, or even a source of embarrassment to countries that are low in the classification.

A debatable methodology

The biggest paradox of this project presented as “worldwide” is that it is designed to measure the more or less large deviation in comparison to a standard established as a benchmark. The approach is exactly the same as the “Doing Business” reports issued by the World Bank. It presents the same defects and cultural bias from the moment that it does not take into consideration the different conceptions of State Law. For example, the approach selected appears difficult to reconcile with some principles contained in the African Charter of Human and Peoples Rights of 1981, which, it is known, apart from its Title, accentuates family and collective values that the individual must respect. (Article 27 of the Charter in particular).

The methodology of the Rule of Law Index is based above all on a survey of the “general public” entrusted to a survey institute on the basis 1,000 respondents, representative of “communities” in the country under consideration, completed by a series of questionnaires on civil and commercial law, penal law, labour and public health law sent out by the team at WJP to practitioners, and “expert” national academics. The results are then verified against other available sources.

On the basis of the elements collected at this stage, one sees that the committee of experts that worked on the initial design of the index is almost exclusively made up of jurists practicing common law, to the detriment of representatives from continental law, which is by far the most widely used across the world. More specifically, the authors of the index do not insist on the fact that the surveys only constitute an index of perception by the general public of a notion - rule of law or “Etat de droit” – whose technical nature seems hardly compatible with the conscious recourse to subjective opinion of non-jurists. Under the pretext of avoiding professional corporatism, where the access to statistics leads to caution, the method once again dismisses representative

institutions from legal professions or State bodies. The Foundation for continental law was able to verify for example that in the case of France, no professional body of jurists nor any ministry were consulted. At the same time, the “experts” consulted were selected by the authors of the project, without any determination as to their representative capacity. Furthermore, the main questionnaire sent to the “experts” reveals multiple conceptual biases, for example in terms of public law, as well as major errors in the translations. Insofar as the exterior data that is used to verify the results thus obtained it is known that they include, in particular, the “Doing Business” reports that are the object of multiple criticisms as a result of their bias shown in favour of a very liberal approach to the market economy.

Although it is true that the promoters of the Rule of Law Index at the WJP announce the publication of all the data collected, it remains to be seen if the possibility exists to verify the collection and processing of data under a scientific evaluation. For example, one would want to know the methods used in the selection of factors used in composing the index, such as the evaluation techniques used.

Results that can be criticized

The Rule of Law Index is presently based on the analysis of the situation in 35 countries with different levels of economic development.

A rapid examination of the results for France reveals the existence of conclusions that are highly questionable. Such that the criteria for assistance for detained or accused foreigners of a translator during court appearances is mysteriously evaluated at 0.38 on a scale of 0 to 1, when the average for comparable developed countries is established at 0.70, whilst Nigeria, Albania or Bulgaria are classified between 0.80 and 0.98 for that sole criteria. France is classified 26th out of 35 countries in accessibility to the justice system, far behind countries like the Dominican Republic, Jordan, or Thailand. In a factor combining competency and the number of judges, France is poorly behind Bulgaria or Turkey. Globally, France is in 8th place among 11 countries with high income.

It is true, one does not find the bias of “Doing Business” systematically favouring countries where common law is practiced, and they and the United States in particular are slightly worse off than France. But one sees for example that according to the Rule of Law Index, the number and competency of lawyers in the United States would be insufficient, in spite of the fact that there are more than one million attorneys there. Figures that are easily verifiable such as the number of persons detained or the number of death sentences does not appear in this index on the rule of law. Among the observations one finds Northern Europe side by side with Singapore. But even Sweden is punished with a classification greatly inferior to the average for developed countries, when it comes to being arbitrary or “selective” in the application of the law, behind Ghana, Thailand, or Nigeria.

Conclusion: opportunity for an index of the rule of law

Even though, overall, it is necessary to welcome an initiative for the promotion of public freedom, it is clear that it is based upon a formal vision of the rule of law. It is only an illusion at this advanced stage to attempt to change a project that has been launched two years ago. It is therefore a good time to work together on another index reflecting more exactly the continental concept of the rule of law.

State representatives for international services from the legal and judicial field

On January 19th, the Foundation brought together the **general State representatives for international services from the legal and judicial field**. On the agenda was the evaluation on the use of the international legal calendar (INCA) following one year of use. This agenda arises from a collective effort and its objective is to bring about consolidations, to offer opportunities for inter-professional synergy.

The workings of this calendar is simple, friendly, and each participant can propose the events related to legal issues, and on which they have knowledge (conferences, seminars, meetings, training course ...).

The initial phasing in and stabilisation period of the tool has been completed, and the Foundation requests all participants in the legal field to actively participate in the updating of this international calendar and contribute towards its efficiency.



The Foundation is at your service to assist you, and also advise you on the use of INCA. (+33 1 70 22 41 41).

A panel by the Foundation and participants in international law presented actions developed, and numerous and deep exchanges enabled the establishment of areas of agreement and optimisation to implement projects with entities that are more distant from the Foundation as well as those that are complementary.

3rd. Convention of Mediterranean Jurists - Rome 7-8-9 of June 2010 in Rome

Following the great success of the first two conventions, Nice in June 2008, and Cairo in 2009, the 3rd. convention is being organised.

This inter-professional gathering responds to a historical and geographical reality, and enables to build a transversal network between countries, between professionals, and to lay down continental law as a legal model.

The subject selected for 2010 is legal security, investment security, and payments through SME's, which are strong vehicles for economic development.

► [Consult the program](#)



Summer University on Continental Law July 5 – 24 2010 at the Sorbonne

The 1st. Session of Summer University on continental law was held at the Sorbonne in 2009 with the participation of 63 students from 22 different countries.

The aim of the Foundation for 2010 is to create 2 courses, one for Francophones, and the other for Anglophones in order to bring together individuals from other non Francophone or Common Law countries to acquaint them with continental law.

This summer University was the annual meeting place for all specialists on continental and comparative law at the international level.

The main outline of this program is as follows:

First week:

- Principles of comparative law,
- Characteristics of Roman law,
- Convergence of Asiatic and continental law.

Second week:

- International and European contractual law.
- Bio ethics,

Third week:

- Fundamental rights, human rights, and family rights, Quebec.
- International settlement of conflicts.



Fondation pour le droit continental

2/2 bis, Villa Thoréton

75015 Paris

France

Tel : 00 33 1 70 22 41 41

sg@fondation-droitcontinental.org

www.fondation-droitcontinental.org

Si vous ne parvenez pas à lire ce mail, [cliquez ici](#).
Pour vous désinscrire, [cliquez ici](#).